

Révolutions, guérillas, et martyrs au Moyen Orient

Leyla DAKHLI

Si la violence au Moyen-Orient est l'objet aujourd'hui de toutes les attentions, rares sont ceux qui, comme Hamit Bozarslan, s'efforcent d'en comprendre la multiplicité des formes et les raisons historiques — s'attachant ainsi, loin de toute simplification, à ressaisir les fondements de l'islamisme radical.

Recensé : Hamit Bozarslan, *Une histoire de la violence au Moyen-Orient. De la fin de l'Empire ottoman à Al-Qaïda*, Paris, La Découverte, 2008, 318 p., 24 euros.

Signe assez évident des temps, les interrogations – et les publications – sur la violence dans le monde musulman se sont multipliées. La question semble légitime au moment où cet espace, et notamment en son sein ce qu'on appelle le Moyen Orient, se distingue par la persistance de crises et de guerres, et surtout par une violence qui s'est insinuée, à tort ou à raison, au cœur de nos peurs. La capacité de la violence politique née en terre d'islam à s'exporter et à s'inscrire dans un « face à face » à l'échelle planétaire explique en partie l'intérêt que l'on peut porter à la question traitée ici par Hamit Bozarslan. Fort heureusement, ce dernier, loin de se limiter à une lecture binaire, en termes de choc des civilisations, mène une analyse sur les fondements de cette violence au sein même de l'espace musulman.

Jalons chronologiques

L'ouvrage de Hamit Bozarslan se présente comme une histoire de la violence au Moyen Orient. Son étude débute par la période des révolutions (1906-1918) qui marquent la

fin de l'Empire ottoman ; elle s'achève sur « les guerres des années 2000 ». La première partie, de 1906 à 1979, s'intitule « États, nationalismes et contestations révolutionnaires ; la deuxième, de 1979 à 1991 « Guerres régionales, islamisme révolutionnaire et répression ; la troisième enfin, de 1991 à aujourd'hui « Des djihads en terre d'islam aux guerres des années 2000 ». Chacune des parties s'articule ensuite autour d'épisodes de violence, de personnages ou de moments tournants qui sont décrits et analysés en vue d'une compréhension des formes de la violence. Ces étapes nous mènent dans les différents territoires du Moyen Orient, de la Turquie à L'Irak, jusqu'à l'Afghanistan ou même l'Indonésie. L'ouvrage est accompagné d'utiles notices biographiques des principaux personnages, d'une liste des principaux « termes et concepts moyen-orientaux », etc. Le soin mis à l'édition ne s'étend malheureusement pas au texte lui-même, parsemé d'erreurs de transcription (« Nakhba » pour *Nakba*, « salah al-din Baytar ou Bitar », « Attasi » pour *Atasi*, etc.).

Constatant que la « violence dans le destin du Moyen Orient » n'est pas un phénomène nouveau, Bozarslan adopte une démarche chronologique avec le « souci heuristique d'interpréter chaque période en partant des contraintes qui la dominent, des subjectivités qui la marquent, des espaces-temps au sein desquels ces subjectivités évoluent et se transforment » (p. 8).

Le projet de rendre compte de la spécificité de la violence en terrain moyen oriental est ambitieux. Pour le mener, Bozarslan met en valeur des ruptures fortes : les révolutions de 1906-1908, l'année 1979, et la guerre de 1991. Il varie les échelles, en isolant notamment certains moments-clé comme la guerre du Liban. Cette démarche permet de montrer comment on passe d'une violence portée par les nationalismes à la violence islamiste, sous une forme révolutionnaire dans les années 1980 puis sous la forme de guérillas régionales dans les années 2000.

Sources de la violence ou typologie de ses formes ?

Cette approche chronologique, voire généalogique, qui veut échapper à l'essentialisme, laisse certains points aveugles. D'emblée, la question de l'origine de la violence s'impose à la lecture, et elle ne trouve pas de réponse convaincante, mais une série d'hypothèses qui fonctionnent comme une typologie de la violence et posent le problème du choix opéré par Bozarslan. Quel lien y a-t-il réellement entre toutes les crises qu'il évoque et analyse ? Les changements de régime (coups d'État ou révolution), les contestations sociales

ou/et anticoloniales, les assassinats politiques, les attentats terroristes, les guerres conventionnelles... ont-ils tous la même matrice, dont il faut chercher les traces anthropologiques dans les formes de la violence ? Les quelques éléments qui nous guident dans le sens d'une telle démarche ne sont pas très convaincants, et ils s'appliquent particulièrement, non à la violence elle-même, mais à la récurrence de la figure du leader populaire – za'îm (le corps des chefs, notamment p. 104, p. 235). Par ailleurs, le déséquilibre des trois parties (la première couvre 70 ans, la seconde 20 ans, la dernière 15 ans), qui n'est pas commenté, laisse perplexe : faut-il en conclure une accentuation de la violence, ou est-ce simplement que le contemporain est le cœur de l'analyse de Bozarslan, la première partie servant à contextualiser et à différencier ?

Ce livre est en réalité une véritable synthèse de l'histoire de la région, vue au prisme des crises et des conflits qui l'ont jalonnée. C'est un travail de mise en ordre et en perspective de travaux abondants, nourri d'une vaste littérature sur la question de la violence. En raison des choix chronologiques et thématiques opérés, de l'accent mis sur les acteurs et particulièrement sur les leaders, on aboutit à une belle histoire des formes et des différentes incarnations de la guérilla au Moyen Orient au vingtième siècle. À travers un rappel des différents épisodes de soulèvements, conflits larvés, insurrections, guerres civiles, etc., mettant de côté le récit des guerres plus conventionnelles qui ont pu secouer la région (notamment les guerres israélo-arabes ou les guerres mondiales), Bozarslan explore les motivations, les stratégies et l'organisation de ces combattants particuliers, qui font peut-être l'une des particularités de la région – et du siècle.

Les passages sur 1979 – année de la révolution islamique d'Iran, de l'insurrection de la Mecque, des accords de Camp David et de l'invasion de l'Afghanistan par les soviétiques – ou sur le très contemporain sont particulièrement bien articulés et permettent de mieux comprendre des transitions délicates qui ont pu s'opérer entre « gauchisme » et « islamisme » par exemple, ou entre islamisme première mouture et Al Qaïda. En effet, la concomitance du relatif « déclin » de l'islamisme classique – les partis islamistes – et de l'essor de l'islamisme apocalyptique et transnational n'a cessé d'agiter les spécialistes de ces questions depuis plus de 20 ans. Bozarslan expose ici une très fine et très utile synthèse de ces débats. Il considère à l'évidence avec Olivier Roy ou Gilles Kepel que le paysage jihadiste actuel est un nouveau paysage, qu'il n'a pas de lien avec les expériences précédentes de « promotion » plus ou moins violente de l'islam politique (Algérie, Égypte ou Iran) ; le passage s'opère par une

rupture générationnelle, les nouveaux islamistes tirant les leçons des échecs de la décennie 1990. Il décrit bien comment la phase de radicalisation ultime passe par l'émigration volontaire, la mise « hors sol » des militants (« dénationalisation » dans son vocabulaire). C'est dans ce mouvement que l'Afghanistan joue bien sûr un rôle central, mais aussi on le comprend, la Bosnie ou la Tchétchénie. À cette émigration combattante s'ajoutent des émigrés souvent bien intégrés dans les pays européens ou en Amérique du nord, qui ressentent comme une humiliation leur propre acculturation et sombrent dans une quête féroce des origines. Au passage, Bozarslan restitue d'utiles biographies de leaders (qu'on peut souvent trouver ailleurs, mais qui sont ici finement mises en perspective), ainsi que quelques analyses sur les fondements théoriques de l'islam politique (notamment sur Qotb auquel il donne une centralité forte).

Totalitarisme moyen oriental ?

Cela étant, la généalogie de ce type de conflits n'est pas claire car H. Bozarslan ne fait pas le choix de se concentrer sur ces formes-là pour l'ensemble de la période. Ainsi, les années 1900-1930 sont vues selon un prisme très particulier articulé autour de questions confessionnelles ou minoritaires, mais aussi autour d'un ensemble qu'il appelle « révoltes » et dont on peine à saisir les spécificités. Plus ennuyeux, alors que dans cette période il insiste fortement – et justement – sur la violence d'État (notamment de l'État ottoman), cette dernière semble se dissoudre par la suite, l'État devenant simplement l'instrument d'une coercition tenue pour acquise et multiforme (Bozarslan s'explique sur l'utilisation de ce terme dans son introduction, p. 10). Cette lecture a pour effet de minorer l'élan propre des luttes anti-coloniales, et aboutit à une analyse de la révolution qui, mettant fin aux régimes de démocratie bourgeoise installés dès le milieu des années 1940, devient « le seul (registre) susceptible de “régler leur compte” aux pouvoirs traîtres, intrus dans le corps national et produire de la puissance pour les épreuves à venir » (p. 55). Si cette analyse a l'avantage de mettre en relief la frustration comme moteur de lutte, elle met de côté, sciemment, l'enthousiasme positif qui a pu entourer les luttes de libération nationale (notamment l'algérienne – d'une violence inouïe) et la force du nassérisme et du panarabisme comme idéologies d'émancipation... dont la réalité a bien sûr montré les limites.

La volonté de concentrer l'analyse sur les formes de l'État, les modes d'accession au pouvoir et la violence qui l'accompagne (les coups d'État font l'objet d'un chapitre) aboutit à mettre au centre une thèse fort problématique : les régimes militaires sont la marque

principale du radicalisme dans cette région, portés qu'ils sont par la force et les espoirs de renaissance nationale.

À l'ultime bout de la chaîne se trouve le « cas » irakien, dont le régime baasiste, selon Bozarslan, s'apparente à partir des grandes purges de 1979 à un totalitarisme. La définition qu'il en donne peut paraître convaincante : « le régime baasiste combinait une rationalité « positiviste » et une « mission messianique » engendrant des dynamiques auto-destructrices qui en expliquent largement la politique étrangère, notamment l'invasion du Koweït en 1990 » (p. 73). Une littérature importante a déjà été consacrée à cette question (l'article classique de Jean Leca¹, mais aussi la monographie que Peter Wien a consacrée à l'Irak des années 1930 et qui pose la question de manière concrète et argumentée²). Pourtant, cette application de la théorie arendtienne du système totalitaire et de la révolution à l'Irak pose problème : elle est transposée dans une région très différente de l'Allemagne ou de l'URSS, et appliquée à la fin des années 1970, dans un contexte bien différent de celui des années 1930-1940. La filiation sur laquelle Bozarslan insiste à plusieurs reprises (p. 42-44, p. 51) entre l'idéologie du Ba'th et celle de la droite radicale des années 1930 (fondation du Ba'th en Syrie et en Irak) mérite d'être démontrée. Les fondateurs de ce parti ont, lors de leurs séjours en Europe (en France notamment), plutôt été des compagnons de routes du socialisme que du fascisme. De la même manière, l'assimilation de l'idéologie des frères musulmans à un « nationalisme fascisant » entre les deux guerres ne paraît pas suffisamment démontrée pour être convaincante. Les approximations sur l'histoire du premier Ba'th, où se mêlent syriens et irakiens sont trop nombreuses pour que cette partie de sa démonstration puisse être solide (voir notamment les affirmations sur la composante musulmane écrasante dans le parti dans les années 1950, qui valent pour l'Irak mais pas pour la Syrie, p. 50-51). Fondant sa lecture sur une histoire rétrospective qui assimile théorie révolutionnaire, nationalisme et militarisme, il échoue à restituer à l'idéologie ba'thiste sa spécificité et sa complexité.

Ensuite, Bozarslan sous-estime une nouvelle fois dans son analyse l'aspect post-colonial (stricto sensu) de l'État irakien. Sans légitimer les prétentions irakiennes sur le Koweït ou sur l'Iran, on peut trouver une explication à la volonté de cet État, dessiné par d'autres, de se doter d'un accès à la mer sans forcément voir là une mise en œuvre d'un

¹ Jean Leca, "L'hypothèse totalitaire dans le Tiers monde: les pays arabo-islamiques" in Guy Hermet (dir.), *Totalitarismes*, Paris, Economica, 1984.

² P. Wien, *Iraqi arab Nationalism. Authoritarian, Totalitarian, and Pro-Fascist Inclinations, 1932-1941*, Londres et New York, SOAS/ Routledge « Studies on the Middle East », 2006.

quelconque *lebensraum*. Transformant les rancunes et les amertumes des sorties de mandats en « théories du complot » (p. 54), Bozarslan a trop vite fait de délégitimer ces régimes militaires révolutionnaires, qui sont fils de leur temps, adoptent certes des formes « fascisantes » (les chemises brunes, les mouvements de jeunesses), mais sont d'abord une réponse à la faiblesse des régimes parlementaires et des idéologies panarabes des années 1920-1950, devenues simples luttes pour la domination. Il minore également les effets des intérêts internationaux présents dans la région, à commencer par l'action des deux blocs de la guerre froide.

Violence locale, violence globale

Cherchant à comprendre comment s'installe et se transforme la violence au Moyen Orient, Bozarslan s'attache à la contextualiser localement. Nous ne pouvons que nous réjouir de cette approche qui rompt avec l'histoire de la région, trop souvent faite de l'extérieur, transformant le Moyen Orient en terrain de jeu des puissances. Le contexte international est souvent évoqué néanmoins, et l'un des passages les plus passionnants porte sur la diffusion d'une nouvelle idéologie globale de la sécurité. Bozarslan montre très bien comment la vision sécuritaire de la coercition d'État, prenant la forme du gouvernement des *moukhabarat* (service de renseignement) dans le monde arabe est une modalité régionale d'un changement plus global dans la gestion de la violence, jamais expliquée, toujours réprimée et donc transportée vers les marges et vers une plus grande radicalisation (p. 154). Pourtant, le contexte international n'est pas considéré comme un facteur d'aggravation – ou d'apaisement – de la violence. Probablement pour sortir des catégories du complot (p. 54), Bozarslan en arrive à minorer des facteurs de déstabilisation forts comme les critères de convergence établis par le FMI, à l'origine des émeutes urbaines des années 1980 dans les pays du Maghreb autant que le mécontentement général face à la corruption et à l'usure du pouvoir (p. 131).

Ce livre permet de comprendre comment la violence devient un ressort de l'histoire politique de la région dans les années 1990, dans un cycle de radicalisation/répression qui s'apparente à une guerre globale. Ensuite, la violence devient le théâtre principal de la politique, notamment à travers le sacrifice de soi. On touche là à une véritable anthropologie de la violence politique contemporaine en Islam, dans sa forme la plus ultime et la plus radicale. Bozarslan y consacre un paragraphe lumineux (p. 192) et arrive à nous faire toucher au plus près la force de cette arme, en faisant une nouvelle « polémologie ».

Aller plus loin :

Rapports et points de vue sur les conflits au Moyen-Orient : l'International Crisis Group

<http://www.crisisgroup.org/> ou Arab Reform Initiative <http://www.arab-reform.net/>

Texte paru dans lavedesidees.fr, le 1er octobre 2008

© lavedesidees.fr